Les bibliothèques publiques françaises de 1972 à 2012 : 40 ans de mutations et d'interrogations

Martine Poulain

La construction de la nouvelle bibliothèque de Lyon à la fin des années 1960, une aventure pionnière

Malgré la présence d'Henri-Jean Martin dans le sommaire, il est certain que l'importance de la construction de la nouvelle Bibliothèque municipale de Lyon a été peu soulignée à l'époque ou même ultérieurement dans les publications consacrées aux bibliothèques et à leur histoire. Elle est par exemple peu évoquée dans le tome 4 de *Histoire des bibliothèques françaises*¹. Henri-Jean Martin lui-même, dans sa synthèse conclusive, n'évoque cette bibliothèque dont il était le directeur qu'à propos des premières tentatives d'informatisation. Il estime que « la grande œuvre fut cependant, en cette période, une affaire parisienne », soulignant que « l'effet produit par la Bibliothèque publique d'information fut foudroyant : pour la première fois, le public parisien prenait contact avec une grande bibliothèque moderne »².

Absence étrange aussi dans les revues *Bulletin des bibliothèques de France* et *Bulletin de l'Association des bibliothécaires français* des années 1972 et 1973 de la présentation de cette bibliothèque pionnière, par sa situation urbaine, son ampleur (27 000 m²), son offre : 100 000 volumes en libre accès sur 800 000, une salle destinée aux « milieux d'affaires », une à l'architecture, l'urbanisme, les beaux-arts (cette salle spécifique était-elle liée à la situation de la nouvelle bibliothèque dans un quartier neuf, pensé comme le nouveau centre de Lyon ?), pour n'en citer que quelques-unes parmi les plus inhabituelles à l'époque, le tout conçu avec une dimension d'actualité affirmée. Alors que l'ouverture en 1972 de la nouvelle bibliothèque municipale de Caen³, détruite lors des bombardements alliés de la Seconde Guerre mondiale, relogée longtemps dans des espaces réduits, fait l'objet d'un long article de sa directrice, décrivant les divers projets de relogement qui n'aboutirent qu'en 1968 à une nouvelle construction, au prix d'un compromis entre deux visions architecturales différentes, l'inauguration du vaisseau de la Part-Dieu, n'est évoquée qu'en quelques lignes dans le n° 2 de 1973, dans la rubrique *Chronique des bibliothèques*, au même titre que nombre de constructions ou de mises en service nouvelles beaucoup plus réduites : en 1972 on évoque les constructions de bibliothèques à Léognan en Gironde, à Lumbres, dans le Pas-de-Calais, à Saint-Vincent de Tyrosse ou Saint-Paul lès Dax dans les Landes, Morainvilliers dans les Yvelines, à Mâcon, à Pantin, à Istres, et des annexes (ou des « succursales », comme on disait à l'époque en empruntant au langage commercial), à Montreuil (annexe Paul Eluard), à Niort, à Chambéry, à Nice, à Bourges, à Melun, ou encore la mise en place de bibliobus urbains à Lille et Strasbourg. En 1973, la revue se fait l'écho des inaugurations des bibliothèques de Gentilly, Marseille (de manière aussi elliptique que pour celle de Lyon), Sainte-Geneviève des Bois, Colombes, Malakoff, Capbreton, Saint-Etienne du Rouvray, d'une discothèque à Saumur, de succursales à Levallois-Perret, à Saint-Denis au sein du centre culturel Jean Vilar, à Bonneville en Haute-Savoie, à Dijon, à Poitiers, à Meudon la Forêt, et la mise en place d'un bibliobus urbain à Douai.

¹ *Histoire des bibliothèques françaises. Les bibliothèques au XXe siècle, 1914-1990*, dir Martine Poulain, Éditions du Cercle de la Librairie-Promodis, 1992, rééd. augmentée 2009.

² Henri-Jean Martin, « En guise de bilan », in Martine Poulain, dir., *Histoire des bibliothèques françaises*, op.cit. p. 1040.

³ Geneviève Lecacheux, « La nouvelle bibliothèque municipale de Caen », *Bulletin des bibliothèques de France*, n° 11, 1972.

Henri-Jean Martin, qui dirige la Bibliothèque municipale de Lyon de 1963 à 1969, succédant à un autre grand défenseur de la lecture publique, leader des « anti-parisiens » dans l'entre-deux guerres, Henri Joly, dont le long règne avait duré près de 40 ans, de 1924 à 1963, avait, dans un article de 1965⁴, présenté tant le musée de l'Imprimerie, inauguré en 1964, que la construction de 4 annexes entre 1958 et 1962, puis la décision de doter chacun des 9 arrondissements des 3 sections de base de toute bibliothèque : enfants, adolescents, adultes, la première étant inaugurée en 1965 dans le quartier de La Duchère. Il explique aussi la décision de la municipalité, en 1963, de construire une nouvelle bibliothèque et en liste les grands principes. Mais une telle bibliothèque aurait pu/dû faire l'objet d'un nouveau article dans les revues professionnelles à l'occasion de son ouverture.

Les tentatives des années soixante

Si la toute jeune Direction des bibliothèques estime en 1945 que les bibliothèques municipales sont devenues « des musées »⁵, elle se concentre elle-même durant les dix années suivantes sur la reconstruction des bibliothèques bombardées, la création des bibliothèques centrales de prêt (BCP) et la formation et l'information des professionnels. Il faut donc attendre le milieu, voire la fin des années 1960, pour que des politiques publiques nationales se fassent jour en matière de bibliothèques municipales, à propos desquelles le premier ministre Georges Pompidou déclarait en 1966 « Tout est à faire »⁶. La moyenne du prêt par habitant des 238 bibliothèques municipales existantes en 1966 était en effet de 0,5 livre par habitant, seules 53 atteignant le prêt d'un livre par habitant. Le rapport de 1967⁷, dont *Le Monde* rendait compte en titrant : « Un objectif pour la France : rattraper le niveau de l'Angleterre... en 1908 »⁸, préconisait, entre autres, la création « d'annexes et de succursales », recommandait la création de bibliothèques dans « les grands ensembles » (à raison d'un équipement de 500 m² pour 5000 logements (on n'y est pas, aujourd'hui encore...), l'accès direct aux rayons, le renouvellement régulier des collections, encourageait l'animation, proposant que la bibliothèque devienne un lieu culturel polyvalent, etc. Toutes les propositions de ce groupe de travail ne furent pas adoptées, ni mises en œuvre et les objectifs du 6^e plan (en 1971) ne furent pas tous réalisés⁹.

Mais ces mesures incitatives de l'État, les efforts fournis par certaines communes de la banlieue rouge de Paris (Sarcelles, Malakoff, puis bien d'autres), la croissance des sections enfantines, l'insertion des nouveaux médias tel le disque, la création de structures qui serviront de référence (la Discothèque de France en 1960, la Joie par les livres en 1963, la Bibliothèque « d'application » de Massy en 1971 (pour une programmation commencée en 1962...), les réflexions et actions des professionnels qui adoptent en 1968 la notion de bibliothèque de secteur, soit une organisation en réseau, puis, plus tard l'ouverture de la bibliothèque municipale de la Part-Dieu fin 1972, au début d'une nouvelle crise économique, puis surtout

⁴ Henri-Jean Martin, « Les bibliothèques publiques de Lyon et le musée de l'Imprimerie », *Bulletin des bibliothèques de France*, n°12, 1965.

⁵ AN 890358, art.2., cité par Hélène Richard, « Les bibliothèques municipales », *Histoire des bibliothèques françaises. Les bibliothèques au XXe siècle, 1914-1990*, op. cit.

⁶ *Le Figaro littéraire*, 1er septembre 1966.

⁷ *La lecture publique en France. Rapport du groupe d'études*, *La Documentation française*, 1968.

⁸ *Le Monde*, juillet 1967.

⁹ Hélène Richard cite les bilans faits par l'ABF en 1974 qui estime que 48 % seulement des 300 000 m² de construction prévus entre 1971 et 1975 ont été menés à bien, 36 % des subventions de fonctionnement, débloquées, elle estime à 16 % des prévisions la progression du personnel d'Etat dans les BM, dont un nombre supplémentaire devait être classées.

de la Bibliothèque publique d'information en 1977, fourniront aux professionnels et aux élus de nouveaux modèles de référence, qui préparent et expliquent pour une part l'explosion des bibliothèques dans la période suivante. En 1975, le nombre de prêts par habitant a triplé, mais n'est que de 1,6 et la Direction des bibliothèques et de la lecture publique auprès du ministère chargé de l'Education nationale est supprimée.

1977-1995 : Les années d'essor

L'offre de bibliothèques devient une priorité des politiques municipales ; elle « s'est affirmée, notamment depuis les élections municipales de 1977 »¹⁸, estime Anne-Marie Bertrand. Les causes de cette prise de conscience des élus sont nombreuses. La population française a en effet profondément changé dans les décennies 1960-1970 : l'urbanisation galopante, la scolarisation massive et prolongée, une demande culturelle croissante rendaient plus intenable que jamais l'archaïsme de l'offre. Les surfaces consacrées aux bibliothèques municipales passent de 424 000 m² en 1974 à 1,4 million de m² en 1991, et profitent, à partir de 1981, de l'investissement renouvelé de la gauche au pouvoir au niveau national, qui soutient constructions nouvelles et modernisations de tout type. Plusieurs paradoxes quant aux raisons et modes de cette croissance sont à souligner.

Premier paradoxe : la disparition d'une direction ministérielle unique consacrée aux bibliothèques n'eut pas les conséquences négatives que craignaient les professionnels ; et malgré de premières années peu fécondes, la création, au sein du ministère de la Culture, d'une Direction du livre, devenue en 1981 Direction du livre et de la lecture, fut l'un des témoignages de la « montée du culturel » dans les politiques publiques comme dans les pratiques sociales.

Deuxième paradoxe : là où la plupart des professionnels et leurs associations, à l'exception notable des partisans de « la bibliothèque de secteur » avaient mis tous leurs espoirs dans une nationalisation croissante, dans une « reprise en mains » par l'État des destinées des bibliothèques municipales, le développement tant espéré vint au contraire des collectivités territoriales et des effets symboliques des lois de décentralisation de 1982 et 1983, effectives en 1986. L'État garantissait par ailleurs le « fléchage » des sommes affectées aux bibliothèques (pour les bibliothèques municipales, elles consistaient surtout en des aides à la construction et à la rénovation), afin de répondre aux craintes des bibliothécaires, qui craignaient une utilisation de la « dotation centrale de décentralisation » qui fasse une part trop faible aux investissements culturels. Ces mêmes associations de bibliothécaires demandaient une loi obligeant les communes de plus de 10 000 habitants à offrir un service de bibliothèques et l'organisation d'un véritable réseau basé sur une coopération¹⁰. En vain, hier comme aujourd'hui...

Troisième paradoxe : la grande période d'extension des bibliothèques municipales se fait sur fond de crise économique généralisée. Alors que « les 30 glorieuses » (les années 1945-1975) n'avaient donné lieu qu'à peu de constructions et à un très lent développement des

¹⁰ C'est en ce sens qu'avaient été multipliés les « conseillers techniques pour le livre » dans les Directions régionales des affaires culturelles, et, à partir de 1985, des agences régionales de coopération, invitées à fédérer au niveau régional les initiatives documentaires. Mais l'organisation structurelle administrative de la France en 36670 communes rend aujourd'hui encore une coopération structurelle difficile.

bibliothèques, c'est paradoxalement en des temps difficiles que les municipalités vont se lancer dans des constructions nombreuses de bibliothèques, comme une forme de réponse aux crises économiques et sociales et aux fractures qu'elles engendrent.

Après avoir voulu rompre avec les bibliothèques mairies ou musées, perçues comme trop imposantes, donc intimidantes, se fondre dans l'espace urbain et se banaliser (Grenoble à Grand Place et beaucoup d'autres), les bibliothèques redécouvrent l'attrait que suscite une architecture audacieuse, qui fait signe dans l'espace urbain. De grandes bibliothèques sont construites : Nantes (1985), Le Mans et Villeurbanne (1988), Aix-en-Provence et Arles (1989), Bordeaux (1991), Nîmes (1993) et tant d'autres, des plus petites aux plus grandes, ont ouvert des espaces accueillants, démultipliés, vastes, offrant de larges possibilités aux lecteurs ; de petites bibliothèques essaient aussi sur le territoire. Le nombre de bibliothèques municipales passe de 804 en 1974 à 1581 en 1989 et 2064 en 1993. Leur fréquentation triple entre 1974 et 1990, de près de 1,7 millions d'inscrits à 4,6 et de 6,8 % de la population adulte à 15,4. Le nombre de livres prêtés double : de 41 M à 97,2 M en 1989. Mais les publics restent majoritairement issus des couches moyennes et supérieures et les horaires d'ouverture restent inférieurs à ce qu'avaient mises en place les grandes bibliothèques municipales du premier XX^e siècle et à ce qu'un Henry Joly ou un Henri-Jean Martin avaient planifié.

L'offre est profondément modifiée. Le libre-accès est généralisé, l'heure est au multimédia : disques, films, vidéodisques, premiers logiciels et premiers services « télématiques » se multiplient, considérés comme une offre complémentaire à l'imprimé. Les professionnels, mieux formés, sont plus nombreux (le personnel des bibliothèques municipales passe de 4400 en 1974 à 11 722 en 1990), sans doute plus inventifs. Ainsi croit-on généralement à l'aube des années 1990 à la fin du long « retard français », au succès durable des médiathèques à la française, à la croissance (sans fin ?) du lectorat...

Malgré quelques accrocs : à la fin des années 1980, les élus de Front national dans des villes du sud de la France, cherchent à imposer leur idéologie, et à multiplier les publications d'extrême droite ou nationalistes dans les bibliothèques dont ils ont été ponctuellement les maîtres, n'hésitant pas à employer des méthodes brutales à l'égard de qui leur résiste¹¹. Les divergences entre élus ou associations "traditionalistes" et bibliothécaires quant au bien fondé d'acquisitions, notamment en matière d'édition jeunesse, apparaissent de temps à autre.

Les années 1990-2012 : entre espoirs déçus et entrée dans une nouvelle ère

Plusieurs évolutions, politiques, économiques, techniques, sociales, culturelles viennent, au milieu des années 1990, conforter, mais aussi nuancer, voire contredire la belle envolée des 20 années précédentes.

Des évolutions confortées : croissance des bâtiments et des services

Un tour de France des bibliothèques publiques offre de beaux exemples de réalisations architecturales, passant par la construction de bâtiments nouveaux ou la rénovation de bâtiments anciens. Si ces « gestes » architecturaux se sont manifestés dans les grands projets, par exemple au cours de la vague de construction de « bibliothèques municipales à vocation

¹¹ Catherine Canazzi, « Orange, la bibliothèque pervertie : pluralisme ou propagande ? », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1997, n° 2; Jean-Luc Gautier Gentès, « Lettre ouverte à une jeune bibliothécaire sur le pluralisme des collections », *Esprit*, février 1998, n° 2.

régionale », les bâtiments plus petits en superficie sont également l'occasion de mesurer le talent de l'architecte et la pertinence de la politique urbaine. La fin du XX^e siècle a vu dans les grandes villes le retour triomphal de la bibliothèque phare, dont le pouvoir de séduction auprès de la population est certain. Ce retour du monumental ne fait pas pour autant l'économie de la question urbaine ou de la question sociale : parfois, la bibliothèque est implantée dans des quartiers périphériques plutôt qu'au centre, afin de développer la lecture parmi des populations qui en sont moins familières et de redonner vie à un quartier en mal d'identité. Les surfaces construites et le nombre de places par habitant triplent (1,2 M m² de bibliothèques municipales en 1990, 3,9 M m² en 2011). Des architectes prestigieux conçoivent des bâtiments particulièrement élégants et généralement fonctionnels : Pierre du Besset et Dominique Lyon à Orléans et Troyes (équerre d'argent, 2002), Paul Chemetov et Borja Huldobro à Châlons et Montpellier (2000), Beaudoin/Giacomazzi à Poitiers, Pierre Riboulet à Limoges (1998) ou à Evreux, et plus récemment la Bibliothèque Marguerite Duras à Paris, les projets de Thionville, Saint-Malo, Vitrolles, Caen, etc..

L'aménagement intérieur fait l'objet de tous les soins et révèle par ses choix le projet intellectuel de la médiathèque contemporaine, et sans doute ses utopies : celle d'un passage sans heurt ni fracture de la lecture enfantine à la lecture adulte, voire à la lecture savante, celle d'une pratique culturelle globalisante qui associe lecture d'imprimés, d'images et de sons, proposés de plus en plus sur des écrans polymorphes, offre d'animations culturelles visant à favoriser une réception partagée de l'offre. Car le lecteur, ses déplacements, ses itinéraires, sont aujourd'hui le point focal de la bibliothèque, qui déploie ses collections et ses services pour en faciliter et en diversifier au maximum l'usage. Toutes ces propositions s'adressent à (inventent ?) un lecteur curieux, ouvert à toutes les offres, disposant de temps pour flâner dans les rayons de la bibliothèque et goûter à la diversité des collections, celle d'un étudiant ou d'un chercheur qui ne serait pas polarisé sur ses lectures obligées mais s'ouvrirait à une délectation culturelle plus large, surfant sur tous les médias, un lecteur idéal qui serait aussi un « lecteur total ».

Cette attention aux collections s'est aussi traduite par le développement de réflexions sur les façons de les constituer, de les enrichir, ou de les « désherber ». Les bibliothécaires s'efforcent d'objectiver leurs façons de faire, de les rendre publiques, de les soumettre à la discussion en développant des chartes et plans de développement des collections et en s'efforçant de penser leur offre dans un réseau. Les arbitrages entre ouverture aux goûts « illégitimes » de certains lecteurs, les best-sellers en tout genre ayant remplacé les romans à l'eau de rose, et offre d'auteurs reconnus ou méconnus, canonisés ou émergents, sont toujours le quotidien de leur exercice, certains appelant à répondre clairement à la demande et à offrir aux lecteurs ce qu'ils aiment, d'autres revendiquant une tradition française plus exigeante, plus éducative. La sociabilité, dont on connaît la nécessité pour accompagner les parcours et aider à l'assimilation des documents consultés, tend à devenir une valeur en soi, ce qui peut être questionné.

La période est aussi au grand retour du patrimoine, aujourd'hui comme l'un de leurs atouts pour qui sait en montrer le chemin (12,8 M les livres antérieurs à 1945 conservés dans les bibliothèques territoriales, dont 10 M propriété de l'Etat) : le Plan d'action pour le patrimoine écrit, lancé en 2004, , les FRAB, fonds régionaux d'acquisitions des bibliothèques, créés à partir de 1990, dans plusieurs régions, la numérisation des collections patrimoniales, avec ou sans Google !, en sont des signes.

Mais stagnation des publics ... et parfois rejet violent

Les médiathèques municipales accueillent chaque jour un public nombreux, actif, de tous âges, même si les jeunes y sont les plus nombreux, qui profite de l'offre et passe du temps sur place ou emprunte des documents, parfois pour toute une famille. Les statistiques nationales

ne confirment pas cette analyse et la proportion d'inscrits reste faible, pendant que les mesures de fréquentation donnent des résultats contradictoires selon les enquêtes, mais se situent autour de 25% de la population (+ 24% d'usagers entre 2005 et 2010 selon les dernières statistiques du ministère de la Culture). Le nombre d'inscrits actifs en bibliothèques municipales a cessé de croître depuis la fin des années 1990. Jamais le taux d'inscrits par rapport à la population globale n'a dépassé les 19 % (16,6 % en 2010, une donnée en baisse)¹², une moyenne très basse, comparée au 31 % du Québec, dont les bibliothèques furent longtemps dans un état désolant, aux 49 % en Finlande, aux 56 % de la Grande-Bretagne (malgré les restrictions financières sévères que les bibliothèques britanniques connaissent depuis 20 ans)¹³. Le prêt est en baisse (4,8 documents par habitant et par an, loin derrière les 13,5 prêts par habitant du Danemark par exemple.¹⁴

Signe peut-être d'un désespoir mais aussi d'un imaginaire du livre qui change dans une partie de la population jeune : pas moins, et sans doute plus, de 25 bibliothèques ont brûlé en région parisienne lors des émeutes de novembre 2005 ; ce ne sont pas les bibliothèques de centre ville, dont l'opulence aurait pu paraître indécente aux incendiaires, ce ne sont pas les riches médiathèques ou les riches bibliothèques patrimoniales, qui ont été détruites, ce sont les bibliothèques construites et animées pour ceux-là mêmes qui ont voulu les brûler.

Une coopération encore insuffisante

La situation de la coopération n'a guère progressé du côté des bibliothèques municipales. Les agences de coopération du livre et des bibliothèques, fédérées par la FILL (Fédération interrégionale du livre et de la lecture, 2006), soutiennent des projets plus qu'elles ne peuvent construire une véritable stratégie de coopération. L'intercommunalité, sous ses diverses formes (communauté de communes ou contrats de pays pour les plus petites, communautés urbaines, communautés d'agglomération pour les grandes villes, etc.) s'est développée, nombre de bibliothèques de grandes villes dépendant maintenant des communautés d'agglomération pendant que de petites communes s'unissent pour former des bibliothèques intercommunales. Mais seules quelques 270 bibliothèques sont intercommunales, un chiffre en croissance¹⁵. L'autonomie, parfois la concurrence entre les collectivités territoriales rendent difficile une coopération pleinement assumée, alors qu'un pourcentage du budget de chaque ville devrait être consacré à cette structuration territoriale, dont l'absence constitue la grande faiblesse des bibliothèques publiques, source d'une instabilité sans fin.

¹² Des données plus négative encore sont données par Olivier Donnat, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère du numérique*, La Découverte, 2009 : la proportion de Français de plus de 15 ans inscrits en bibliothèque de tout type est de 19 % (21 % en 1997). Cf. aussi les statistiques des Bibliothèques municipales (2010), <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Disciplines-et-secteurs/Livre-et-lecture2/Actualites/Parution-de-la-synthese-2010-de-l-activite-des-bibliotheques-municipales>

¹³ En 2005, une enquête menée par le Centre de recherche pour l'Étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) donne des résultats sensiblement différents. L'enquête, titrant « *La fréquentation des bibliothèques a doublé depuis 1989* », estime que 21 % des Français adultes est inscrit en bibliothèque publique, majoritairement en municipale. Et là où les enquêtes précédentes estimaient le nombre d'usagers, incluant les personnes qui fréquentent la bibliothèque sans y être nécessairement inscrites, s'adonnant à la consultation sur place des documents – ou empruntant avec la carte d'un autre ! –, à quelque 25 % de la population, cette nouvelle recherche les estime à 43 %. La fréquentation toucherait donc un nombre de personnes deux fois plus important que l'inscription. Par ailleurs 72 % des Français ont eu l'occasion, dans leur vie, de fréquenter une bibliothèque. Le problème serait donc plutôt celui de la pérennité des pratiques et de l'affiliation.

¹⁴ Les plus marquantes de ces études sont présentes dans la bibliographie. Voir notamment *Les Bibliothèques municipales et leurs publics. Pratiques ordinaires de la culture*, Anne-Marie Bertrand, Martine Burgos, Claude Poissenot, et al., Bibliothèque publique d'information, Centre Pompidou, 2001.

¹⁵ Rappelons que la plupart des autres pays européens ont fait dès le milieu des années 1960 leur révolution administrative, en concentrant les collectivités territoriales : 208 collectivités en Grande-Bretagne, régissant 4715 bibliothèques ; 275 au Danemark quand il en existait 1200 avant la loi de regroupement de 1970, etc.

Des bibliothèques bouleversées par la révolution technologique

La grande révolution de l'écrit est bien évidemment celle qui déferle sur les écrans depuis le milieu des années 1990, bouleversant les configurations matérielles et intellectuelles peu à peu formées durant le long règne du livre/codex, suscitant et requérant de nouveaux ensembles textuels et de nouveaux usages de ces écrits multiples, possiblement infinis. La croissance de l'offre d'écrits sur la toile, la puissance des moteurs de recherche, les possibilités de déchargement de texte, d'images, de sons, provoquent une recomposition de la chaîne culturelle, de la création à la réception et une redistribution de l'économie des secteurs concernés. Le géant Google a pris une place centrale comme moteur de recherche le plus utilisé par les internautes d'abord, puis par la numérisation en masse de collections d'imprimés, qui concurrence directement les bibliothèques sur le cœur même de leur exercice. Tout l'usage de la bibliothèque est modifié par les usages, publics ou privés, du net. Comme l'école et l'université, elle s'efforce de promouvoir un usage fructueux, raisonné, critique du net. L'avenir dira si la bibliothèque a su se transformer et développer un nouveau pouvoir d'attraction au sein d'un univers dans lequel nos écrans disent aujourd'hui pouvoir proposer « toute la mémoire du monde ».

Martine POULAIN

Lyon, décembre 2012